

Créer un pouvoir d'agir commun

BRUNO DABOUT, CHANTAL CONSOLINI-THIÉBAUD, MARTIN KALISA,
membres de la Délégation générale du Mouvement
international ATD Quart Monde

Extrait du message pour le 17 octobre 2025, Journée mondiale du refus de la misère.

« Pourquoi avaient-ils un tel pouvoir sur moi ? Pourquoi croyaient-ils être les seuls à avoir raison ? Heureusement que j'ai des témoins de mon passé, sinon on ne me croirait pas. »
Des interrogations qui hantent une infatigable combattante de la lutte contre la grande pauvreté de Suisse, qui hantent aussi des personnes à travers le monde enfermées dans la survie quotidienne ne voyant pas d'horizon pour les enfants et les jeunes d'aujourd'hui. Des personnes, des familles qui ont besoin de témoins de leur courage et de leur espérance, qui ont besoin d'amis et d'alliés partageant leurs ambitions, faisant tomber les obstacles avec elles.

Comme cet agent d'état civil du Sénégal qui, malgré les réticences rencontrées autour de lui, arrive à faire que chaque enfant de son district ait un acte de naissance et puisse dire : *« Je suis né, j'existe, je suis sur la liste ! »*

Comme ces parents de France qui se mettent ensemble pour dialoguer avec leurs travailleurs sociaux, leurs juges, leurs avocats. Ils demandent le respect de leurs droits et que l'aide dont ils ont besoin ne soit pas une assistance mais augmente leur pouvoir d'agir et celui de leurs partenaires. L'avenir des enfants a besoin de tous et toutes.

Comme ces femmes de Bolivie qui osent se mettre ensemble pour se dire leur réalité pleine de honte et de culpabilité à cause des violences qu'elles subissent. Elles prennent conscience que cette réalité n'est pas seulement personnelle. Les causes dépassent le cadre individuel. Elles décident alors de se former pour acquérir des savoir-être et des savoir-faire face aux violences familiales dans le but d'aller au-devant d'autres femmes.

Comme ces jeunes de la République démocratique du Congo qui rendent régulièrement visite à une maman. Celle-ci continue à transporter les pierres de la carrière alors que son employeur a du mal à la payer à cause de la guerre. Avec ces visites régulières, elle dit qu'elle ne se sent plus abandonnée mais respectée. Et elle trouve la force de continuer pour le bien-être de ses enfants qu'elle élève seule.

Toutes et tous nous montrent que les maltraitements, qu'elles soient institutionnelles ou sociales, ne sont pas une fatalité. Elles sont des violences qui brisent des vies mais auxquelles nous pouvons mettre fin, en apprenant de celles et ceux qui les subissent et en rejoignant leur détermination pour ne jamais baisser les bras, et créer ensemble un pouvoir d'agir commun. ■